

représenter, dans un ministère whig et presque radical, les vieilles traditions du parti conservateur et les y faire prédominer dans toutes les occasions décisives. Ses ennemis de l'Angleterre étaient, de leur côté, retenus et modérés dans leurs prétentions par la crainte de pousser à bout la patience de fraîche date de celui qui fut si longtemps le terreur des cabinets étrangers, et de retrouver subitement devant eux le ministre d'autrefois, arrogant et querelleur.

Henry John Temple, troisième vicomte Palmerston, était né à Broadlands, dans le comté de Southampton, le 20 octobre 1784. Après avoir été élevé au collège d'Harrow, il fut envoyé à Edinburgh, puis à Cambridge, et donna, dans le cours de ses études, une opinion si élevée de ses talents, qu'à peine majeur, il fut choisi comme candidat tory de l'Université lors de l'élection qui eut lieu en remplacement du célèbre Pitt, qui venait de mourir. Le candidat whig, Lord Lansdowne, fut élu. Le jeune Temple prit sa revanche la même année (1806), à Newport, et obtint plus tard le mandat si recherché de Cambridge. Il fut appelé, en 1807, au conseil de l'Amirauté, et, en 1809, au secrétariat de la guerre. Quelques écrits dans les journaux et les revues, une habileté administrative incontestable, et des succès de salon et de sport, parurent assez longtemps contenter son ambition. Il ne se plaça au premier rang parmi les orateurs parlementaires que dans les débats sur l'émancipation des catholiques, en 1825 et 1829. Dans la première de ces deux années, il résigna sa place au ministère à la suite de difficultés qu'il eut avec le Duc de Wellington, et passa dans le camp des whigs. Ami et lieutenant de Canning, après la mort de ce grand homme il lui fut donné de développer ses idées et sa politique, ayant été fait ministre des affaires étrangères dans le ministère du Comte Grey à l'époque mémorable de 1830. Il prit en mains la cause de la Belgique, et après avoir réussi à la faire reconnaître, de concert avec la France, par les autres puissances, il travailla à y établir un gouvernement constitutionnel et eut l'adresse de placer à la tête de ce royaume un prince depuis longtemps dévoué aux intérêts de l'Angleterre. Sorti du pouvoir, en 1834, avec Lord Melbourne, il y revint l'année suivante. Ce fut à cette époque qu'il commença à se faire cette réputation d'arrogance et d'intrigue qui en fit une sorte d'épouvantail pour tous les cabinets européens.

Aux yeux du peuple anglais, le chef-d'œuvre de la politique de Lord Palmerston fut le succès qu'il obtint dans la question d'Orient, dans les dernières années du règne de Louis-Philippe. Les concessions que ce dernier fit à la politique anglaise et qu'il était peut-être absolument nécessaire de faire dans l'isolement où se trouvait la France, contribuèrent plus qu'aucune autre chose à précipiter la chute de la dynastie d'Orléans, ce qui n'empêcha point que Lord Palmerston, avec l'ingratitude proverbiale des diplomates et des gouvernants, ne s'empressât de reconnaître la république de Février. Au milieu des révolutions qui bouleversaient l'Europe, il se trouvait comme dans son élément naturel, faisant naître les complications, favorisant tous les nouveaux mouvements, les abandonnant avec la plus stoïque indifférence lorsqu'ils avaient échoué, tirant parti de tout pour les intérêts de l'Angleterre, divisant le plus possible pour régner le plus sûrement, mais s'inclinant, au besoin, promptement devant la doctrine des faits accomplis qu'il semble avoir inventée. Voici comment le Dictionnaire de M. Vapereau résume sa politique subtile et hardie à cette époque si difficile : "La révolution de février, qui ébranla tous les trônes du continent, consolida plus que jamais le parti whig au pouvoir. Lord Palmerston en profita pour rendre partout la médiation de l'Angleterre nécessaire. Se déclarant l'ami des peuples et le bienveillant protecteur des rois, il reconnut sans hésiter la République française, applaudit un manifeste pacifique de M. de Lamartine, qui lui laissait le champ libre, encouragea l'insurrection à Vienne et à Berlin, soutint Léopold contre les républicains belges, exalta les réformes de Pie IX et ne s'opposa point aux projets de conquête de Charles Albert ; un peu plus tard, il tendit une main aux révolutionnaires d'Italie, pendant qu'il abandonnait à elle-même la Hongrie se débattant héroïquement entre les Autrichiens et les Russes. L'expédition romaine, entreprise par la France en 1849, fut pour sa politique aventureuse une grave échec, qu'il essaya de réparer en arrêtant les représailles de l'Autriche contre le Piémont vaincu à Novare, et en s'opposant avec beaucoup de fermeté aux progrès de la contre-révolution européenne."

Immédiatement après le deux décembre, Lord Palmerston s'empressa de reconnaître le nouveau gouvernement, et, par un coup de tête qui faisait un singulier pendant au coup d'état, il envoya des dépêches dans ce sens, sans les communiquer à ses collègues et même, assure-t-on, sans en conférer avec la Reine. Cette circonstance amena une crise ministérielle, à la suite de laquelle il fut remplacé par lord Granville. Ce fut sur une motion de son ancien collègue que le ministère de lord John Russell fut renversé quelques mois plus tard. Le vainqueur refusa, pour le moment, tout le profit de sa victoire, et ce ne fut que plus tard qu'il consentit à entrer, dans un ministère de coalition formé par Lord Aberdeen. En 1855, il devint premier ministre, et il eut l'honneur et la satisfaction de voir se terminer, sous son gouvernement, la guerre de Crimée, qui menaçait de devenir si onéreuse pour l'armée et les finances de l'Angleterre. Les mesures qu'il proposa au Parlement au sujet des conspirateurs étrangers lors de l'attentat. Orsini échouèrent, et il fut avouer qu'il ne pouvait choisir un terrain plus honorable pour éprouver une défaite ministérielle. Le ministère Derby, qui fut le résultat de cette nouvelle crise, ne dura qu'une année et fut remplacé par celui qui durait encore lors de la mort de Lord Palmerston, et qui se continue actuellement sous la présidence de Lord John Russell.

Dans ce dernier espace de temps, la politique de *non-intervention*, si différente à tous égards de celle qui avait signalé toute la carrière de cet homme d'état, a été la politique à la mode et à fleur de sous son patronage. La confédération du Sud, que l'Angleterre avait, dans le principe, indirectement favorisée, a été laissée à elle-même ; elle est morte écrasée par le nombre et les ressources supérieures de nos voisins ; l'expédition du Mexique, entreprise de concert avec la France et l'Espagne, a été abandonnée et n'a laissé après elle qu'une sorte de protectorat français ; les intrigues qui, en Italie, ont coûté si cher à l'Angleterre, n'ont abouti qu'à donner la Savoie à la France ; pour la première fois, l'Angleterre a volontairement donné l'indépendance à une de ses possessions, et les îles Ioniques ont été réunies à la Grèce ; le Danemark, cet ancien protégé de la Grande-Bretagne, a été humilié, pillé et démembré ; la Pologne a été écrasée, et la Russie triomphante menacée, en Europe, la Turquie, les Principautés Danubiennes et la Suède, et s'étend, dans l'Asie Centrale, presque jusqu'aux confins de l'Inde. Liée d'intérêts avec les Etats-Unis, elle est prête à se coaliser avec cette dernière puissance au premier signal d'une guerre universelle, qui pourrait bien être un jour le dernier mot de la politique de la paix à tout prix. Mais, en revanche, le commerce, l'industrie et l'agriculture de l'Angleterre se sont développés avec une rapidité sans exemple ; de sérieuses économies ont été pratiquées dans son budget ; le lourd fardeau des taxes nationales, qui allait toujours augmentant, a été notablement diminué ; et, au milieu des conquêtes de la paix, le fameux mot : *Rest and be thankful*, a pu être solennellement prononcé aux oreilles d'une nation plongée dans toutes les béatitudes économiques et financières. Il est certain, cependant, que dans son *for intérieur*, comme parlent les théologiens, le vieux *Palm* devait être médiocrement satisfait de la tournure donnée à la politique étrangère. Il est hors de doute que sur un point, du moins, il tint tête à quelques-uns de ses collègues plus ou moins idéologues et qu'on ne lui eut point fait dire aisément : *Périsse les colonies plutôt qu'une théorie !*

Ce n'est plus un secret pour personne qu'il favorisait tout particulièrement les démarches qui ont eu lieu, dernièrement, pour la confédération des provinces anglaises de l'Amérique du Nord, et ne marchait point la part de responsabilité et de sacrifices que l'empire devait s'imposer pour jeter les fondements d'une nouvelle puissance américaine alliée et protégée de l'Angleterre. Cette idée, sans doute, était comme une suite de la seule de ses créations qu'il laissait debout en mourant. Dans ses derniers moments, ses pensées se reportèrent sur la Belgique, qu'il appelait souvent sa *filie*, et quoiqu'il y ait toujours quelque chose de suspect dans les paroles que l'on prête aux moribonds illustres, on assure que dans le délire de l'agonie, il parlait du traité qui avait garanti l'avenir de cette puissance européenne.

Le royaume de Léopold est, dans ce moment du reste, l'objet d'une certaine inquiétude en Europe. Travaillée par les révolutionnaires des autres pays qui y ont pris refuge, la Belgique est aujourd'hui le théâtre ou s'étaient les doctrines les plus funestes. Au brillante congrès des étudiants de Liège a succédé une assemblée des révolutionnaires de Bruxelles, où la sainte guillotine a été préconisée comme aux beaux jours de Danton et de Robespierre. Une université athée, ou, à peu près, vient d'y être solennellement inaugurée, et les catholiques de France qui, au congrès de Malines, avaient réclamé pour leur pays la *liberté comme en Belgique*, doivent trouver aujourd'hui que cette liberté-là passe un peu les bornes.

On prétend que Louis Napoléon a dit, il y a quelques années : "Il n'y a que trois hommes en Europe : Palmerston, Cavour et moi." Nous ne croyons point l'empereur coupable de ce propos peu modeste ; mais, dans ce cas, il se trouverait aujourd'hui le maître de la diplomatie.

Voici, cependant, qu'il se lève à l'horizon une nouvelle puissance, et c'est un homme qui, comme l'empereur lui-même, n'a point toujours été apprécié à sa juste valeur. Si Napoléon III fut mort quelque temps après les esclandres de Boulogne et de Strasbourg, il eut laissé dans l'histoire un renom peu enviable. De même, si M. de Bismark fut mort avant la guerre des duchés, on n'en eût guère parlé que dans des termes peu respectueux. C'était alors, dans l'opinion publique, un despote arriéré et impuissant, une sorte de marquis de Carabas allemand qui n'avait rien oublié et rien appris. Aujourd'hui, par la position qu'il a su faire à la Prusse, par les conquêtes achevées et par les conceptions plus vastes qu'on lui suppose, M. de Bismark jouit de cette sorte de prestige qui s'attachait au nom de M. de Cavour à l'époque de la guerre d'Italie. Les voyages qu'il vient de faire en France, le séjour assez long qu'il a fait à Biarritz et à Paris, ont mis toutes sortes de rumeurs à flot. Si l'on en croit les on-dits, l'unité allemande serait déjà faite, au moins dans les conseils de la Prusse et des Tuileries, et l'on irait jusqu'à donner à la France les frontières du Rhin pour compensation au danger dont la nouvelle grande nationalité la menacerait. Ce serait une seconde édition de l'annexion de la Savoie. On va plus loin, et la Belgique elle-même y passerait. On n'attendrait que la mort prochaine de Léopold pour placer la fille de Lord Palmerston sous une tutelle qu'elle paraîtrait, en effet, mériter à plus d'un titre. Nous n'avons pas besoin de dire tout ce que ces rumeurs ont d'improbable, pour ne pas dire d'impossible, surtout dans l'état actuel de l'opinion en France.

Toutes les nuances de l'opposition paraissent, en effet, avoir pris pour cheval de bataille l'économie sous toutes ses formes. Les conquêtes, les colonies, les annexions, les aventures, les expéditions lointaines, sont enveloppées par elles dans un même anathème. Non-seulement on pressé l'évacuation du Mexique, mais on semble même embarrassé de l'Algérie,